

AUGMENTER LES SALAIRES C'EST AMÉLIORER NOTRE SYSTÈME DE RETRAITE PAR RÉPARTITION

UN TABOU LIBÉRAL : LA HAUSSE DES SALAIRES

Dès lors qu'il est question de salaires, le gouvernement et le patronat poussent des cris d'orfraies en déclarant qu'il est impensable de les augmenter, sous peine de handicaper de façon suicidaire la sacro-sainte compétitivité des entreprises.

La question des salaires est donc devenue un tabou pour le camp d'en face. Pourtant, si l'on se penche sur le partage de la richesse produite, on se rend compte immédiatement que la part réservée aux

salaires est de nos jours réduite à peau de chagrin. Selon l'organisation Oxfam, de 2009 à 2016, les entreprises du CAC 40 ont consacré 5 % de leurs bénéfices aux salaires contre plus de 67 % aux dividendes versés aux actionnaires.

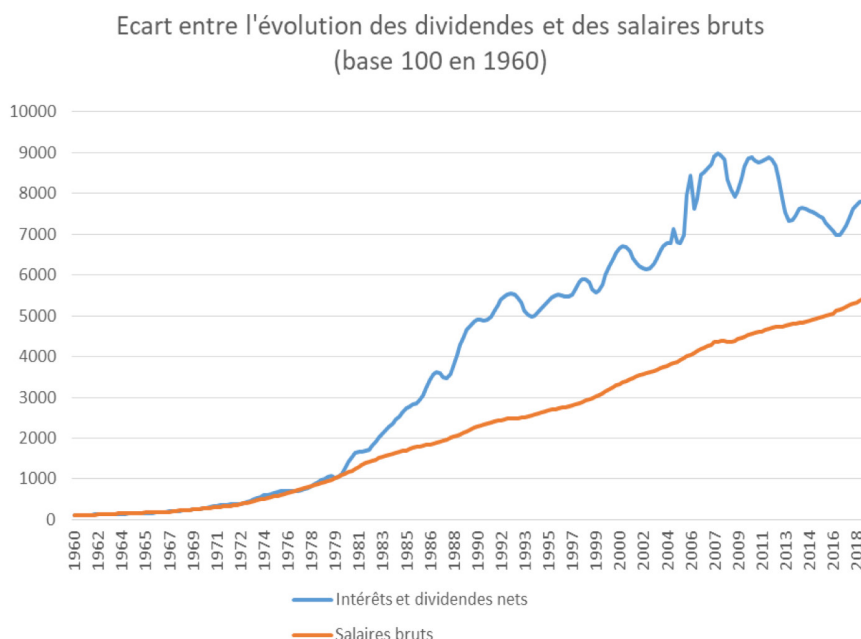
De son côté, le cabinet Julius Henderson affirme que la France est « *de loin [...] le plus grand payeur de dividendes en Europe* » avec plus de 51 milliards d'euros au 2^e trimestre 2019, soit plus de 3 % de hausse par rapport à 2018. Et pendant ce temps, selon le même rapport, les salariés au Smic se

sont contentés d'une revalorisation de 1,5 % en 2017, tandis que selon l'Insee la hausse du salaire moyen en 2018 a été de 2 % avec une inflation à 1,8 % ! Le contraste est saisissant et illustre le *hold-up* du capital sur les revenus du travail.

DES CONDITIONS DE VIE DÉGRADÉES

Cette « compression salariale » si chère aux libéraux en France et dans l'Union européenne a pour conséquence l'appauvrissement et la précarisation de la population de notre pays. Presque 9 millions de Français vivent avec moins de 1 026 € par mois

Depuis le début des années quatre-vingt, la hausse des dividendes a été exponentielle, en creusant l'écart de façon évidente avec l'évolution des salaires comme l'atteste la courbe ci-dessous.



(seuil de pauvreté selon l'Insee), soit un taux de pauvreté à 14 %. Ce phénomène s'aggrave d'année en année. Depuis trente-cinq ans, le taux de précarité en France est passé de 5 à 13 %.

Selon le Secours populaire, la part des Français qui vivent à découvert (18 %) est en hausse de 4 % en 2019, et la part de ceux qui ont du mal à payer leurs factures d'énergie s'élève à 32 %, en hausse de 5 points. Selon le baromètre d'opinion de la Drees (organisme de mesure statistique sous la tutelle du gouvernement), un tiers des ouvriers se sentent pauvres et les Français estiment qu'une personne seule doit disposer d'un revenu minimum de 1760 € pour vivre décemment. Ce diagnostic des travailleurs eux-mêmes résonne en écho avec la revendication de la CGT d'un Smic à 1 800 € bruts.

LE CERCLE VERTUEUX DES SALAIRES ET DES RETRAITES

Parallèlement à cela, on sait que le gouvernement cherche à imposer une contre-réforme des retraites par points particulièrement scélérate, avec prise en compte de toute la carrière et non pas des 25 meilleures années (secteur privé) ou des six derniers mois (fonctionnaires). La CGT a calculé que l'aboutissement de ce projet se solderait par une chute de 10 à 30 % des pensions. Le Conseil d'orientation des retraites et le haut-commissaire Delevoye en charge du dossier ont tous deux confessé qu'il n'y avait aucune urgence de financement de notre système de retraites.

Le gouvernement s'entête sur une réforme qui fait de plus en plus l'unanimité contre elle. Selon le dernier sondage Elabe, seuls 29 % des Français y sont désormais favorables, contre 47 % qui y sont opposés.

La CGT a une exigence simple et évidente : Messieurs Macron et Philippe doivent lancer une grande campagne dans les administrations et les entreprises pour décider d'une large augmentation des salaires, en contraignant le grand patronat plutôt que servir honteusement ses intérêts. Car augmenter les salaires est la meilleure et la plus évidente façon de financer, garantir et renforcer notre système solidaire de retraites, légué par le Conseil national de la Résistance.

LA CGT PROPOSE

- de supprimer immédiatement les écarts de salaires entre femmes et hommes, ce qui est bon à la fois pour les revenus nets et pour la protection sociale ;
- d'augmenter les salaires partout en prenant en compte les qualifications sur la base d'un Smic à 1 800 € bruts pour un salarié sans qualification ;
- d'engager une réforme de la fiscalité et des cotisations sociales du patronat au prorata des richesses et profits produits pour taxer les entreprises du CAC 40 et permettre aux artisans et petits patrons d'augmenter les salaires.

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE 5 DÉCEMBRE 2019 !

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____ Courriel : _____

Age : _____ Profession : _____

Entreprise (nom et adresse) : _____



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr.. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**